

## ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCTP)

#### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France - Direction des  
Routes Île-de-France (DRIEAT-IF)

#### *Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)*

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de  
l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par  
délégation de Monsieur le Préfet de Région d'Île-de-France, Préfet de Paris  
(arrêté n°IDF-2023-04-04-00003 du 19/04/2023)

#### *Objet de la consultation*

Accord-cadre de travaux de voirie sur routes nationales et autoroutes  
gérées par la DiRIF

Le présent CCTP comporte 28 pages.

<b>ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
1.1 - Objet de l'accord-cadre .....	4
1.2 - Allotissement .....	4
1.3 - Périmètre géographique .....	4
1.4 – Intervenants.....	5
<b>ARTICLE 2 – MODALITES DE COMMANDE ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX.....</b>	<b>6</b>
2.1 - Période de préparation.....	6
2.2 – Programmation et passation des commandes .....	6
2.2.1 Passation d'une commande .....	6
2.2.2 – Préparation du bon de commande.....	7
2.2.3 – Contenu du bon de commande.....	8
2.2.4 – Délai d'exécution et délai de prévenance pour travaux urgents.....	8
2.2.5 – Informations communiquées par le titulaire à réception du bon de commande .....	8
2.2.6 – Réunions de préparation / réunions de chantier.....	9
2.3. Annulation ou report d'une intervention programmée.....	9
2.4. Application du bordereau des prix, métrés et constats contradictoires.....	9
<b>ARTICLE 3 – MODALITES ET CONSIGNES D'INTERVENTION SUR LE RESEAU ROUTIER NATIONAL GERE PAR LA DIRIF.....</b>	<b>10</b>
3.1 Dispositions générales.....	10
3.1.2 - Conditions d'intervention .....	10
3.1.2 - Contraintes générales d'exploitation sous chantier.....	11
3.2 – Travaux de nuit.....	12
3.2.1 – Organisation de la DIRIF pour la planification des nuits de fermeture .....	12
3.2.2 – Définition des nuits.....	12
3.2.2 – Autorisation préalable à l'intervention dans le cadre d'une fermeture de nuit.....	13
3.3 – Prescriptions spéciales de sécurité .....	13
3.3.1 – Signalisation temporaire de chantier.....	13
3.3.2 – Equipements obligatoires.....	13
3.4 - Autres dispositions spécifiques .....	14
3.4.1 - Conditions d'accès au site.....	14
3.4.2 – Gardiennage.....	14
3.4.3 - Propreté des voiries d'accès et du chantier.....	15
3.4.4 - Limitation des nuisances.....	15
3.4.5 – Evacuation des eaux de chantier .....	15
<b>ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>15</b>
4.1 – Emplacements mis à disposition et installations de chantier .....	15
4.1.1. – Installations de chantier.....	16
4.1.2 – Lieux de stockage, d'emprunt et de dépôt.....	17
4.2 – Moyens de l'entreprise .....	17
4.2.1 - Organisation interne du chantier .....	17
4.2.2 – Moyens humains et matériels.....	18
4.2.3 – Véhicules et engins.....	18
<b>ARTICLE 5 - PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 6 – PROJET D'EXECUTION DES OUVRAGES .....</b>	<b>19</b>
6.1 – Reconnaissance préalable du site.....	19
6.2 – Opérations topographiques .....	20
6.2.1. Planimétrie et nivellement.....	20
6.2.2. Operations topographiques.....	20
6.2.3 Piquetage contradictoire et implantations (article 5.1 du fascicule 2 du CCTG et article 27 du CCAG).....	20
6.3 DT-DICT – Piquetage général et spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	21
6.3.1 – Généralités.....	21
6.4. Documents d'exécution établis par le titulaire .....	22
6.4.1. Contenu des études d'exécution .....	22

6.4.2 – Cas particulier des ouvrages faisant appel à des calculs :.....	23
<b>Méthodes de calcul pour les pièces en béton armé</b> .....	24
<b>Charges d'exploitation à considérer</b> .....	24
<b>ARTICLE 7 : GESTION ET ASSURANCE DE LA QUALITE</b> .....	24
7.1 - Disposition générales .....	24
7.2. Dispositions spécifiques pour les commandes supérieures à 50 000 € HT.....	25
7.2.1 <i>Elaboration d'un PAQ</i> .....	25
7.2.2 <i>Journal de chantier</i> .....	25
<b>ARTICLE 8 : GESTION ET ASSURANCE DE LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE</b> .....	26
8.1. Disposition générales.....	26
8.2. Dispositions spécifiques pour les commandes supérieures à 50 000 € HT ainsi que pour les commandes effectuées au titre du lot n°5 .....	26
<b>ARTICLE 9 : DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES</b> .....	27
9.1 – Dossier de récolement des ouvrages executes .....	28
9.2. – Entretien pendant les délais de garantie .....	28

Le présent CCTP définit les spécifications communes à l'ensemble des lots objet du présent marché. Il est complété, pour chaque lot, par un CCTP spécifiques définissant les spécifications particulières applicables au lot concerné.

## ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de travaux de voirie et réseaux divers sur routes nationales et autoroutes, pour les besoins des unités de maîtrise d'ouvrage de la DiRIF. Il permettra de réaliser des prestations ponctuelles et classiques d'une opération DiRIF (assainissement, balisage, aménagements paysagers...) sans avoir recours à un nouveau marché. Les prestations sont de faibles ampleurs, généralement après les Inspections Préalables à la Mise en Service (IPMS) ou concernant des obligations du propriétaire.

L'accord-cadre sera utilisé pour la réalisation de prestations pour le compte du maître d'ouvrage en amont ou en aval d'opérations de travaux plus importantes et plus techniques, qui font l'objet de marchés de travaux spécifiques.

Ce marché permettra à la DiRIF de bénéficier de réactivité pour la réalisation de travaux simples et courants. Les prestations seront commandées par bons des commandes.

### 1.2. Allotissement

Les prestations sont alloties en 7 lots de la manière suivante :

Désignation des lots	
<b>Lot 1</b>	Signalisation verticale et horizontale - Glissières métalliques et béton – Balisage
<b>Lot 2.1</b>	Aménagement, maçonnerie, espaces verts – <b>Secteur Nord Ouest</b> (Départements 60, 78, 92, 93 et 95)
<b>Lot 2.2</b>	Aménagement, maçonnerie, espaces verts – <b>Secteur Sud Est</b> (Départements 75, 77, 91 et 94)
<b>Lot 3.1</b>	Terrassement et réseaux – <b>Secteur Nord Ouest</b> (Départements 60, 78, 92, 93 et 95)
<b>Lot 3.2</b>	Terrassement et réseaux – <b>Secteur Sud Est</b> (Départements 75, 77, 91 et 94)
<b>Lot 4</b>	Structure de chaussée et enrobé
<b>Lot 5</b>	Nettoyage - Gestion des déchets

### 1.3. Périmètre géographique

Les prestations sont réalisées sur l'ensemble du réseau routier national non concédé de la DiRIF et ses dépendances, les voies sous la responsabilité d'un autre gestionnaire qui y débouchent, le cas échéant certaines voies riveraines ainsi que pour les mises en

place de déviations, les axes qui sont utilisés à cet effet. Le réseau inclut les bretelles et échangeurs.

Les lots n°1, n°6 et n°7 concernent la réalisation de prestations sur l'ensemble de l'Île-de-France et à titre exceptionnel dans le département de l'Oise.

Les lots n°2 et n°4 concernent la réalisation de prestations dans les départements suivants :

- Oise (60)
- Yvelines (78)
- Hauts-de-Seine (92)
- Seine-Saint-Denis (93)
- Val-d'Oise (95)

Soit les départements qui correspondent aux emprises des deux Arrondissements de Gestion et d'Exploitation du Réseau (AGER) Nord et Ouest de la DiRIF.

Les lots n°3 et n°5 concernent la réalisation de prestations dans les départements suivants :

- Paris (75)
- Seine-et-Marne (77)
- Essonne (91)
- Val-de-Marne (94)

Soit les départements qui correspondent aux emprises des deux Arrondissements de Gestion et d'Exploitation du Réseau (AGER) Sud et Est de la DiRIF.

#### **1.4. Intervenants**

L'interlocuteur du prestataire pourra être le maître d'ouvrage directement, ou le maître d'œuvre. Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le service de la modernisation du réseau de la DiRIF, chargé de la maîtrise d'ouvrage des opérations de la DiRIF. Le représentant du MOA pourra être le responsable de l'opération, le chef du département ou le chef du service de la modernisation du réseau de la DiRIF (SMR).

Une personne sera référente au niveau du SMR et elle s'occupera du suivi du marché (comptabilité et numérotation des bons de commande).

Le CSPS ou toute autre personne désignée par le maître d'ouvrage (contrôle extérieur, contrôle environnement), sont susceptibles d'intervenir dans le cadre de son exécution

Le terme « exploitant » stipulé dans les pièces de ce marché désigne :

- Pour la majorité des cas, les services d'exploitation de la DiRIF hiérarchisés de la manière suivante :
  - Les Arrondissements de Gestion et d'Exploitation de la Route (AGER) répartis sur 4 secteurs géographiques (Nord, Est, Sud, Ouest). Les arrondissements sont représentés par le Chef d'AGER.
  - Les Unités d'Exploitation de la Route (UER), Elles sont sous la responsabilité opérationnelle des AGER. Elles sont territorialisées en zones distinctes et chargées de mettre en œuvre la politique d'entretien et d'exploitation de l'AGER. Les unités sont représentées par le Chef d'UER.
  - Les Centres d'Entretien et d'Intervention (CEI) répartis sur l'ensemble du réseau routier géré par la DiRIF. Ils rassemblent notamment les équipes

de terrain chargées de l'exploitation et de l'entretien du réseau routier au quotidien. Les centres sont sous la responsabilité opérationnelle des UER. Dans le cadre de ce marché, leur rôle sera de valider les demandes d'intervention de l'entreprise et leur permettre l'accès et la protection lors des interventions. A noter que les CEI ne réalisent pas de balisage temporaire, elles pourront uniquement intervenir pour de la protection ponctuelle sur le réseau. Les centres sont représentés par le Chef de CEI en journée et par le Responsable d'interventions lors des interventions de nuit.

- Plus ponctuellement, les sociétés autoroutières privées concessionnaires du réseau routier concédé

## **ARTICLE 2 – MODALITES DE COMMANDE ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX**

### **2.1 - Période de préparation**

Le cas échéant la mise en œuvre de la période de préparation et sa durée seront indiquées dans le bon de commande.

### **2.2 – Programmation et passation des commandes**

**Le titulaire désigne, en début de marché, un interlocuteur unique dédié à la gestion des commandes et des prestations exécutées dans le cadre du présent marché, qui sera l'interlocuteur de référence unique de maître d'ouvrage pour l'organisation, la préparation, l'exécution et la réception des commandes.**

#### **2.2.1 Passation d'une commande**

Les dates d'échanges téléphoniques ne pourront être pris en compte dans les étapes ci-dessous, seules les dates d'envoi et de réception de mails font foi.

**Etape 1** : La DiRIF ou le maître d'œuvre sollicite par mail le responsable du marché de l'entreprise désigné lors de la consultation. C'est la date d'envoi du mail qui fait office de sollicitation. La DiRIF ou le maître d'œuvre apportera un maximum d'éléments lors de cette première prise de contact écrite (contexte, périmètre, nature des travaux souhaités, coactivité, période et délais d'intervention, photos, plans, croquis, schémas, quantités estimatives...) pour que l'entreprise puisse réaliser son devis.

**Etape 2** : L'entreprise pourra communiquer avec la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage par mails, par appels téléphoniques ou par visioconférence pour obtenir des compléments d'information sur la commande.

**Etape 3** : L'entreprise devra produire un devis estimatif sous 12 jours maximum à compter de la date de la première sollicitation. Le responsable du marché précisera l'interlocuteur désigné de l'entreprise et l'inclura dans les échanges de mails.

Etape 4 : La DiRIF ou le maître d'œuvre valide le devis par réponse de mail. En cas d'erreur ou de refus de la DiRIF, l'entreprise dispose de 48 heures à compter du mail de refus pour corriger son devis estimatif.

Etape 5 : La DiRIF procède à la notification de la commande à l'entreprise par mail, précisant notamment le délai d'exécution et, le cas échéant, le délai de remise des documents d'exécution.

Etape 6 : L'entreprise accuse, par retour de mail, bonne réception de la notification de la commande sous un délai maximum de 48 heures à compter de la notification. Cet accusé de réception équivaut à la date de début de réalisation. A défaut d'une réponse de l'entreprise, la date d'accusé de réception retenue sera la date et l'horaire maximum de réponse par l'entreprise.

Etape 7 : L'entreprise transmet sa demande d'intervention par mail à l'exploitant au moins 7 jours avant la date d'intervention en précisant les coordonnées des responsables du chantier, les moyens mis en œuvre ainsi que les dates d'intervention. Ce document sera soumis à validation du CEI concerné par retour de mail.

L'entreprise s'engage à assurer une continuité de service lors des périodes de congés des interlocuteurs désignés.

### 2.2.2 – Préparation du bon de commande

Le maître d'ouvrage peut émettre un bon de commande à tout moment, sans consultation préalable du titulaire.

Lorsque la nature et/ou la technicité des prestations le justifie, le Maître d'ouvrage ou son représentant consultera préalablement le représentant du titulaire pour établir le bon de commande.

Le titulaire devra être en mesure de communiquer au maître d'ouvrage :

- **Un devis correspondant à l'exécution des prestations décrites par le maître d'ouvrage**, en application des prix du Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) du présent marché
- **Pour les commandes dont le montant est supérieur à 15 000 € HT, un projet de planning et/ou de phasage**, définissant le délai nécessaire à l'exécution des prestations ainsi que, le cas échéant, les éventuelles contraintes de programmation associée pour la mobilisation des moyens matériels. Sous réserves des contraintes de programmation inhérentes aux activités de la DiRIF, cet échange doit permettre une concertation pour la planification de l'intervention.

Le cas échéant, ce document précise les différentes étapes de la réalisation des travaux. Il devra faire apparaître les dates au plus tôt et au plus tard pour les interventions du titulaire.

- **Pour les commandes dont le montant est supérieur à 15 000 € HT, une méthodologie d'intervention**, document synthétique qui précisera le déroulement et les moyens techniques que l'entrepreneur compte utiliser. L'ensemble des sujétions générées par les contraintes de phasage, de site et de

chantier devra apparaître. Ces informations devront permettre au maître d'ouvrage d'adapter le niveau de contrainte, notamment en matière de délai d'exécution.

### 2.2.3 – Contenu du bon de commande

Le bon commande précise l'ensemble des informations nécessaires à l'exécution de la prestation telles que :

- Coordonnées du représentant de la DiRIF
- Coordonnées du chef du centre d'entretien et d'intervention concerné
- Modalités horaires spécifiques pour l'exécution des prestations
- Modalités d'exploitation sous chantier retenue
- Tout document utile à la définition de la commande (plan, photographie,...)

Il fixe également les quantités, les délais d'exécution, la date de réalisation des prestations concernées, la nécessité ou non de réaliser des études d'exécution...

### 2.2.4 – Délai d'exécution et délai de prévenance pour travaux urgents

Le délai d'exécution des prestations est précisé par le bon de commande.

**Conformément aux dispositions du présent CCTP, le maître d'ouvrage pourra imposer au titulaire des date et conditions associées pour la réalisation des prestations objet d'un bon de commande.**

Dans le cas de travaux urgents, un bon de commande peut être notifié à tout moment à l'entreprise, qui doit être en mesure d'assurer la mobilisation des moyens nécessaire pour l'exécution des prestations sous un délai maximal de 48h à partir du courrier électronique demandant à l'entreprise de réaliser la prestation jusqu'au début du balisage. Ce cas de force majeure génère une plus-value de rémunération à l'entreprise conformément à la prestation « *Plus-value pour intervention en urgence (sous 48h)* » prévue au chapitre [X].1. du BPUF.

En conséquence, l'entreprise doit être en capacité de réaliser une prestation de toute nature, au sens du présent marché, à tout moment en semaine de jour, ou les nuits du lundi au mardi, du mardi au mercredi, du mercredi au jeudi et du jeudi au vendredi hors veille et lendemain de jour férié.

### 2.2.5 – Informations communiquées par le titulaire à réception du bon de commande

Au plus tard 7 jours avant le début de l'exécution des prestations, le titulaire préciser au maître d'ouvrage le nom du représentant de l'entreprise en charge de l'intervention ainsi que ses coordonnées.

Lorsqu'il n'impose pas de date spécifique pour l'exécution des travaux, le titulaire informera le maître d'ouvrage de la date prévisionnelle retenue pour l'achèvement des travaux.

Pour mémoire, avant tout commencement des travaux pour chaque commande, l'entrepreneur devra également faire agréer, les dispositions détaillées qu'il compte adopter ainsi que le matériel et les produits qu'il compte utiliser.



### 2.2.6 – Réunions de preparation / reunions de chantier

En cas de besoin une réunion de préparation ou réunion de chantier est organisée par le représentant du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage. La présence du titulaire est obligatoire.

Cette réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le représentant du MOE ou du MOA, et soumis à l'avis du titulaire, qui explicitera éventuellement ses réserves. Sans réserves de ce dernier, le compte-rendu sera considéré comme définitif.

L'entreprise devra participer à minima à :

- une visite préalable ;
- une réunion de lancement en visioconférence ou en présentiel ;
- une réunion intermédiaire en visioconférence ou en présentiel.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'organiser au titre de l'exécution du marché différentes réunions ayant pour objet d'établir un bilan des :

- problèmes rencontrés
- incidents survenus
- travaux effectués
- programmations de travaux à venir

Seules la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pourront juger de la nécessité de chaque réunion et pourront le cas échéant décider de ne pas la réaliser.

Les réunions de chantier se déroulent par défaut dans les locaux du maître d'ouvrage. Sous réserve de disponibilité, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage pourra organiser les réunions dans d'autres installations qui lui seront mises à disposition, sous la condition que ces dernières soient plus proches du lieu d'exécution des prestations à exécuter. Les réunions pourront également avoir leur sur site.

L'entreprise se tiendra disponible par téléphone tout au long de la réalisation de la commande pour informer la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre des conditions d'intervention et de l'avancement des travaux.

## **2.3. Annulation ou report d'une intervention programmée**

Une indemnité est versée au titulaire en cas d'annulation ou de report d'intervention programmé avec un délai de prévenance inférieur à 24h avant le début de la prestation (8h00 pour une journée, 22h00 pour une nuit).

Cette indemnité correspond à l'application d'une unité du prix [X].1. – « *Indemnité pour annulation d'intervention (24h avant le début de l'intervention)* » prévue au BPUF

## **2.4. Application du bordereau des prix, métrés et constats contradictoires**

Les plus-values applicables par nuit prévues au chapitre [X].1. « Modalités d'interventions » du BPUF s'entendent pour une durée de 8H de travail effectif dans la période de 20H à 7H.

En ce qui concerne l'heure effective de travail, il s'agit du personnel rendu sur le lieu d'intervention, les habillages, déshabillages et poses étant à la charge de l'entreprise.

Toute équipe doit être pourvu d'au moins un agent titulaire du permis de conduire.

Toute équipe est pourvue d'un véhicule utilitaire (y compris carburant et toutes sujétions) pouvant transporter une équipe de 4 agents, kilométrage illimité.

Les équipes seront équipées, à la charge de l'entreprise, de vêtements de travail adéquats, des équipements de sécurité (gilets, gants...) et de tous les petits matériels nécessaires. Il s'agit des matériels à main, sans moteur, (pelles, pioches, balais, râteliers, truelles, brouettes, clés...) et de tout le matériel spécifique lorsque la commande est faite à l'unité d'œuvre.

Les métrés seront établis par l'entrepreneur et par bon de commande sur la base de constats contradictoires. Chaque métré sera fourni dans un délai de 2 semaines suivant l'achèvement des prestations.

Les métrés s'inscrivent dans la chronologie suivante :

- bon de commande,
- travaux,
- constats,
- métrés,
- facturation.

## ARTICLE 3 – MODALITES ET CONSIGNES D'INTERVENTION SUR LE RESEAU ROUTIER NATIONAL GERE PAR LA DIRIF

### 3.1 Dispositions générales

#### 3.1.2 - Conditions d'intervention

Les prestations objet d'un bon de commande peuvent être réalisées dans les différentes conditions suivantes, suivant leur nature et leur lieu d'exécution :

- En dehors des voies ouvertes à la circulation (Voies non encore mises en services, délaissés, terrains du domaine public ou privés...): Dans cette configuration, les travaux ne font l'objet d'aucune contrainte de programmation. Le titulaire est libre de planification de son intervention dans les délais fixé par le bon de commande. Le représentant du maître d'ouvrage ou maître d'œuvre sera alors tenu informé de la date de programmation des interventions
- Sur des voies publiques ouvertes à la circulation induisant la réalisation des travaux :
  - De jour **ou de nuit**, sous balisage, avec maintien de la circulation sur les voies publiques pendant la durée des travaux ;
  - De jour **ou de nuit**, sous fermeture de la voie.

Dans le cas de la réalisation des travaux sur des voies ouvertes à la circulation nécessitant la mise en œuvre d'un balisage ou d'une fermeture de voies, le **titulaire interviendra pour la réalisation des prestations conformément aux dates prescrites par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre**, qui seront

définies dans le bon de commande ou précisées ultérieurement.

**Le Maître d'ouvrage ou son représentant est seul habilité à déterminer si les travaux seront exécutés de jour ou de nuit, ainsi que les modalités d'exploitations sous chantier associées.** L'Entrepreneur n'aura aucune possibilité de modifier ce choix.

Pour toute intervention, l'entreprise sera tenue pour responsable de tout dommage imputable à son retard ou à sa défaillance. Le titulaire est responsable de la bonne exécution de l'ensemble des prestations objet du bon de commande dans le délai imparti selon les exigences fixées par les différents CCTP du présent marché.

### 3.1.2 - Contraintes générales d'exploitation sous chantier

Le responsable des équipes d'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants devra respecter le règlement d'intervention sur voiries DiRIF.

Le titulaire ne pourra intervenir sur le réseau DiRIF sans avoir préalablement formulé sa demande d'intervention auprès du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage et reste soumis à l'accord des services exploitants des différentes voiries concernées.

Pour mémoire, les mesures d'exploitation sous chantier mises en place par l'exploitant DiR IF ont pour fonction :

- d'avertir et de protéger les usagers,
- de permettre d'accéder aux zones de chantier en toute sécurité,
- de minimiser la gêne occasionnée sur la fluidité du trafic

Elles ne sauraient faire l'objet d'une quelconque remise en cause par le titulaire.

Ces balisages et fermetures nécessaires à l'exécution des travaux, y compris les itinéraires de déviation et la signalisation temporaire directement associée à la mesure d'exploitation, peuvent être mise en œuvre :

- Principalement par les services d'exploitation de la DiR IF
- Par un partenaire institutionnel de la DiR IF, gestionnaire de réseau dans le cas d'une intervention sur un réseau tiers (Routes départementale, communale...)
- Par un prestataire mandaté une unité d'exploitation de la DiR IF
- Par le titulaire du lot n°1 du présent marché.

L'organisation des travaux prévue par le titulaire devra tenir compte des contraintes d'exploitation éventuelles déterminées par les services exploitants, et résultant des dispositions détaillées par le présent du CCTP.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations de son marché, ni pour élever une quelconque réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par une cessation temporaire d'activité, imposée par les gestionnaires des voiries. Le titulaire devra supporter la gêne occasionnée de façon générale par les travaux nécessaires à l'exploitation des voiries existantes.

En particulier, le titulaire devra supporter la gêne occasionnée par les travaux simultanés à ce marché, quelles que soient leur implantation, leur nature ou leur durée, en particulier les opérations de travaux conduites par l'exploitant DiRIF pour son propre compte.

Ces contraintes sont réputées incluses dans les prix du marché et ne pourront pas faire l'objet de réclamations.

## **3.2 – Travaux de nuit**

### **3.2.1 – Organisation de la DiRIF pour la planification des nuits de fermeture**

Les semaines de fermetures possibles sur une année sont définies par la DiRIF au cours de l'année N-1, dans le cadre de la coordination régionale des plannings des fermetures des axes routiers, et sont formalisées par un arrêté de fermeture. Plusieurs axes différents peuvent être fermés sur un seul mois ou sur une semaine, selon les besoins en travaux programmés, les interventions à effectuer, et les incompatibilités entre les différents axes.

La DiRIF procède chaque semaine aux ajustements éventuellement rendues nécessaires eu égard aux contraintes techniques et événements résultant de l'exploitation du réseau routier francilien. **Ces fermetures de nuit, arrêtées par la DiRIF, seront par conséquent les seules à pouvoir être utilisées par le titulaire pour les interventions nécessitant une fermeture.**

Les fermetures de nuits sont généralement limitées en période dite de viabilité hivernale (du 15 novembre au 15 mars approximativement de chaque année), car susceptibles d'annulation par l'exploitant le jour même à 16 h. Aucun préjudice ne pourra être réclamé au titre de ces annulations sur la période de viabilité hivernale pour la mise en œuvre des mesures liées au maintien des conditions de circulation.

### **3.2.2 – Définition des nuits**

La période dite «de nuit», s'étend, **au sens de la mise en œuvre de la mesure d'exploitation** (ex : fermeture de voies) **de 22 heures (au plus tôt) de la nuit N à 5 heures (au plus tard) de la nuit N+1.**

Sur certains axes particuliers, cette amplitude horaire est susceptible d'être réduite eu égard à la complexité de la fermeture à mettre en œuvre où aux contraintes résultant du fort trafic francilien (A titre d'exemple, les fermetures sur les axes A1 et A3 sont opérationnelles entre 23h00 et 4h00, soit une amplitude horaire de travail de 5 heures). Le cas échéant, l'amplitude horaire de la fermeture sera précisée par le bon de commande.

Le respect de ces horaires est par ailleurs dépendant des conditions de fermeture, pouvant conduire à la réduction de la plage horaire correspondante. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucun préjudice si la réduction de l'amplitude horaire est inférieure à 30 minutes.

**Au sens de l'exécution des prestations du marché et de l'application du BPUF, l'amplitude horaire de la nuit tient compte des activités nécessaires à la préparation et à l'exécution de la nuit, et s'étend sur la période de 20h à 7h.**

Le repos compensateur et temps de transport ou indemnités diverses ne seront en aucun cas pris en charge par l'Administration. Toutefois, le Maître d'œuvre refusera tout agent qui n'aurait pas bénéficié du repos consécutif à un travail de nuit.

Les plus-values et prix prévoyant des prestations identifiées de nuit tiennent compte de la majoration des salaires du fait de l'intervention de nuit et sont applicables quels que soient la qualification et le nombre d'agents et quelles que soient les sujétions indirectes. Ils tiennent compte par ailleurs de l'ensemble des sujétions liées à l'exécution des travaux de nuit telles que la mise en place des moyens nécessaires (ballons éclairant, lampes frontales...) à l'éclairage pour les travaux de nuit et des frais d'approvisionnement en énergie correspondant.

### 3.2.2 – Autorisation préalable à l'intervention dans le cadre d'une fermeture de nuit

A chaque fermeture, le titulaire aura à sa charge le déplacement au centre d'exploitation de la DIRIF en début et fin de nuit, afin d'obtenir l'autorisation de début et de fin de travaux auprès du représentant du centre d'exploitation de la DIRIF, dont les coordonnées seront communiquées par le Maître d'ouvrage ou son représentant.

## **3.3 – Prescriptions spéciales de sécurité**

Aucune intervention sur le secteur autoroutier ne sera effectuée si elle n'a pas été ordonnée par le Maître d'ouvrage ou par son représentant, et précédé de l'accord du représentant du service exploitant.

L'entreprise est tenue de respecter en tout point la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité, et de conditions de travail.

### 3.3.1 – Signalisation temporaire de chantier

Les règles à respecter pour la signalisation temporaire sont celles fixées par la 8ème partie du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 6 Novembre 1992. Il est précisé que la signalisation temporaire sera en cas de besoin lestée obligatoirement à l'aide de sacs de lestage. La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation de chantier sont à la charge de l'entrepreneur.

### 3.3.2 – Equipements obligatoires

Les ouvriers travaillant sur le secteur autoroutier devront obligatoirement :

- être vêtus de vêtements réfléchissants de couleur jaune ou orange, intégrant des bandes rétro réfléchissantes conforme à la réglementation en vigueur (classe II minimum).
- être équipés des protections individuelles adaptés aux tâches exécutées (bottes ou chaussures de sécurité, gants, lunette, etc),
- pouvoir assurer leur hygiène (lavage des mains, etc).

Quelle que soit sa fonction, l'ensemble des personnels, ouvriers et encadrement, travaillant sur le secteur autoroutier devra porter un gilet à bandes rétro réfléchissantes intégrées conforme à la réglementation en vigueur (classe II minimum).

L'ensemble des équipements de sécurité individuels et collectifs devra être conforme à la législation et régulièrement contrôlé conformément à celle-ci. Les vêtements de travail seront à la charge de l'entreprise.

Tous les véhicules et engins évoluant sur le réseau autoroutier devront être munis d'un matériel de signalisation constitué au minimum d'un panneau AK5 tricolor, deux gyrophares oranges et un balisage rouge et blanc (classe II). Il est rappelé, que la circulation des engins ne bénéficie d'aucune priorité de quelque sorte qu'elle soit et qu'elle reste soumise aux règles du Code de la Route, y compris sur une voie hors circulation.

Le personnel intervenant sur le périmètre de la DIRIF, y compris intérimaire, devra avoir reçu une formation à la sécurité adaptée à leurs interventions et devra posséder les habilitations et vaccinations nécessaires.

En raison de l'importance des problèmes de sécurité posés par les travaux ou les interventions sur autoroutes, tant pour le personnel que pour les usagers, Tout manquement à ces règles impératives, entraînera le renvoi immédiat de l'ensemble du personnel concerné et son remplacement, aux frais de l'Entrepreneur, sans avoir à justifier ce renvoi.

Ce renvoi pourra être prononcé par le maître d'ouvrage ou son représentant, y compris tout agent de la DIRIF responsable de la gestion et de l'exploitation des voies concernées.

### **3.4 - Autres dispositions spécifiques**

#### **3.4.1 - Conditions d'accès au site**

Les accès au chantier se feront, selon la configuration :

- par les voies de service
- par les voies publiques ouverte à la circulation.

Si l'utilisation ou la création de ces accès impacte des voies publiques ouvertes à la circulation, il devra soumettre des plans d'aménagement et d'exploitation aux exploitants des voiries concernées. La validation de ces aménagements ou de la configuration d'accès envisagée par les exploitants concernés est indispensable avant toute création ou utilisation de ces accès. Tous les accès seront aménagés, correctement signalés et fermés systématiquement à la fin de chaque journée d'activité.

Pour mémoire, il appartient au titulaire de procéder au repérage des modalités d'accès au site. Le cas échéant, les éventuels besoins en création d'accès de chantier sont signalés au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre.

#### **3.4.2 – Gardiennage**

Il appartient à l'entrepreneur de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires pour prévenir le vol et le vandalisme sur le chantier comme sur le site des installations et du matériel laissé sur place (fioul, aciers...). S'il décide de recourir à un gardiennage, les coûts correspondants resteront à sa charge.

Lorsque le chantier est exécuté sur des emprises fermées ou qu'il est mis en place un balisage de la zone de chantier, des panneaux « Chantier interdit au public » seront installés aux entrées des différentes zones de chantier, la fourniture et la pose de ces panneaux sont à la charge de l'entrepreneur.

### 3.4.3 - Propreté des voiries d'accès et du chantier

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé. Il doit en outre, nettoyer, réparer et remettre en état toutes les installations qu'il aurait salies ou détériorées.

Il est tenu d'assurer le nettoyage de toutes les voiries publiques aux abords du chantier de façon à permettre leur maintien dans leur état de propreté habituel. Il prend à ses frais toutes dispositions pour éviter qu'aux abords du site, les chaussées et trottoirs ne soient souillés par des matériaux provenant de son intervention.

Ce nettoyage sera effectué autant que nécessaire par tout moyen approprié (balayage, lavage de chaussée) sans besoin que l'ordre n'en soit donné à l'entrepreneur.

Une attention particulière sera portée à la propreté des abords lors de l'évacuation des matériaux ou de leur transfert sur d'autres zones de chantier.

Ces actions sont conduites immédiatement après achèvement des travaux de réalisation des prestations objet d'un bon de commande,

Le maître d'ouvrage ou le maître d'oeuvre pourra exiger leur nettoyage des voies sous souillées sous 2 heures sur simple constat. Cette prestation est assurée par le titulaire à ses frais.

Dans le cas où ces prescriptions ne seraient pas observées, l'arrondissement concerné de la DiRIF se substituera, sans mise en demeure préalable, à l'entreprise ; les frais engagés lui seront imputés.

### 3.4.4 - Limitation des nuisances

Il ne devra être utilisé sur le chantier que des engins respectant les réglementations en vigueur. Les matériels devront être munis de plaques portant mention du niveau de puissance acoustique et du niveau de pression acoustique au poste de conduite, garantis par le fabricant, et posséder le document attestant de la conformité au modèle homologué.

L'Entrepreneur devra, par des mesures appropriées (arrosage, etc.) limiter l'émission de poussières pouvant apporter une gêne aux riverains.

### 3.4.5 – Evacuation des eaux de chantier

Le titulaire met en œuvre l'ensemble des dispositions requises pour assurer le parfait assainissement de ces ouvrages à exécuter, et assurer la protection éventuelle des ouvrages adjacents.

## **ARTICLE 4 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1 – Emplacements mis à disposition et installations de chantier**

Lorsqu'ils sont nécessaires à l'exécution des prestations, les emplacements prévisionnels des installations de chantier, de stationnement des matériels et de stockage des matériaux sont proposés par le titulaire dans un délai de 15 jours à compter de la notification du bon de commande.

**Il n'est pas mis à disposition, par le maître d'ouvrage, d'emprises spécifiques** pour l'installation d'une base-vie ou d'autres équipements installations de chantier, de stationnement des matériels et de stockage des matériaux.

Le titulaire peut néanmoins proposer l'utilisation de d'emprises lui appartenant, sans qu'il ne puisse se prévaloir d'un accord prévisionnel. L'accord éventuel du maître d'ouvrage sera précédé de la consultation des services gestionnaires ou exploitant des emprises concernées.

Ces emplacements devront être aménagés, entretenus et remis en état par l'entrepreneur et à ses frais.

#### 4.1.1. – Installations de chantier

La définition des besoins en installations de chantier est laissée à l'appréciation de l'entreprise titulaire. Elle est proportionnée à la nature et à la durée des travaux à réaliser, conformément aux dispositions du code du travail.

Le cas échéant, le titulaire a la responsabilité de l'amenée, du montage et du démontage de ses installations de chantier, ainsi que les démarches de prospection et de contractualisation pour l'occupation du site d'implantation de ses installations. Tous les frais inhérents au fonctionnement des locaux sont à sa charge.

Qu'il soit retenu ou non la mise en oeuvre d'installations de chantier, le titulaire du marché est tenu de respecter de l'ensemble des dispositions fixées le code du travail.

Si nécessaire, il produit le projet des installations de chantier, indiquant notamment, les dispositions envisagées pour l'exécution du chantier, et la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier de telle sorte que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Le cas échéant, il comprend les plans et dossiers réglementaires nécessaires ainsi qu'un mémoire précisant :

- les méthodes qu'il se propose d'employer pour l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation des prestations ;
- les matériels et engins dont il compte équiper son chantier ;
- le personnel qu'il y affectera ;
- la consistance et l'implantation de l'ensemble de ses installations y compris des parties provisoires éventuelles ;
- l'approvisionnement et la manutention des matériaux ;
- l'alimentation en matières consommables (eau, électricité, hydrocarbure) ;
- la signalisation du chantier et les mesures de sécurité ;
- le pesage (basculer) des quantités de béton bitumineux mises en oeuvre ;
- le stockage et le chargement sur camion des matériaux ;



- l'organisation des circulations sur les aires de chantier ;
- l'implantation, la construction et l'aménagement des bureaux de l'entreprise ;
- les caractéristiques et l'emplacement du local équipé mis à la disposition constante de l'administration ;
- les aménagements du terrain, des accès ;
- les fournitures et les frais de clôtures et de gardiennage ;
- l'amenée du matériel de chantier ;
- son repliement et l'enlèvement à la fin de la réalisation des prestations de tous les matériels et matériaux ainsi que la remise en état des lieux

L'entrepreneur n'est pas tenu d'avoir un Laboratoire sur le chantier pour les prestations objet du présent marché. Il prend les dispositions requises pour assurer l'effectivité de son contrôle intérieur.

#### **4.1.2 – Lieux de stockage, d'emprunt et de dépôt**

##### **Lieux de stockage**

Il n'est pas mis à disposition d'emprises par le maître d'ouvrage. La recherche des lieux de stockage est laissée à l'initiative de l'entrepreneur.

##### **Lieux d'emprunt**

La recherche des lieux d'emprunt de matériaux, en particulier pour les besoins en matériaux de remblais, est laissée à l'initiative de l'entrepreneur.

Celui-ci soumettra à l'approbation du Maître d'Œuvre le matériau d'emprunt. A cet effet, il procédera aux reconnaissances et analyses permettant l'identification (nature et état) des sols. Celui-ci doit les soumettre à l'approbation du maître d'œuvre dans les quinze (15) jours après émission du bon de commande et au plus tard quinze (15) jours avant leur utilisation effective.

En application de l'article 22 du C.C.A.G., l'exploitation des emprunts, les autorisations administratives nécessaires pour les extractions et emprunts de matériaux et les relations avec les propriétaires et les riverains sont à la charge et sous la responsabilité de l'entrepreneur.

##### **Lieux de dépôt**

Les lieux de dépôts provisoires et définitifs sont laissés à l'initiative de l'entrepreneur dans les conditions fixées à l'article 31.2. du C.C.A.G.

Il devra toutefois, les soumettre à l'approbation du Maître d'ouvrage ou Maître d'Œuvre qui lui fixera les conditions d'exploitation du dépôt définitif notamment le régalage, le réglage, la protection contre les eaux, et les conditions d'intégration dans l'environnement. La hauteur du dépôt ne devra pas excéder 2 m. Les stockages et dépôts provisoires seront tels qu'ils n'induiront pas de risque pour la sécurité des usagers. Les déblais non réutilisables en remblai seront soit mis en décharge, conformément aux dispositions du SOSED, aux frais de l'entrepreneur

## **4.2 – Moyens de l'entreprise**

### **4.2.1 - Organisation interne du chantier**

L'organisation interne du chantier devra tenir compte des contraintes suivantes :

- interdiction aux engins de chantier d'emprunter les voies circulées en dehors des balisages lourds ou temporaires,
- respect impératif des limites d'emprise,
- prise en compte des risques liés aux interventions à proximité des voies circulées et à la coactivité éventuelle, qu'elle résulte des travaux du présent marché ou de travaux complémentaires de la DiRIF.

#### 4.2.2 – Moyens humains et matériels

L'Entrepreneur assure la mise disposition de l'ensemble des moyens humains et le matériel nécessaires pour exécuter tous les travaux relatifs au présent marché et objet de la commande, y compris tous les petits matériels, matériaux et accessoires nécessaires à l'accomplissement des tâches prévues.

Une équipe d'intervention devra toujours comprendre un chef d'équipe. Il est responsable de l'intervention et le contact du RPA ou de son représentant. Il disposera d'un téléphone mobile en permanence pour être en contact avec l'exploitant. Lors de chaque intervention, l'entreprise indiquera au maître d'ouvrage et à l'exploitant les noms et les coordonnées du chef d'équipe. Aucune intervention ne devra être effectuée par un travailleur isolé.

#### 4.2.3 – Véhicules et engins

Tous les engins, véhicules et matériels divers mobilisés par l'Entrepreneur devront être en parfait état de marche. Les véhicules et engins utilisés pour les chantiers doivent respecter les prescriptions énoncées par le présent CCTP relatives à l'exécution des travaux sur autoroute, ainsi que les conditions suivantes :

- Les véhicules devront être toujours en bon état de fonctionnement et de propreté, ils ne devront pas présenter de fuites quelconques ;
- Les véhicules de collecte devront disposer impérativement de radios ou de moyens de communication équivalents, réservés au fonctionnement et de propreté, ils ne devront pas présenter de fuites quelconques ;
- Chaque véhicule sera équipé des ustensiles nécessaires au nettoyage des débris et jus éventuellement répandus sur la chaussée ;

Le titulaire sera directement responsable des omissions ou négligences qui auraient pu être commises par rapport aux prescriptions sur le matériel évoqué ci-dessus.

Le titulaire reste entièrement responsable du fonctionnement de son matériel et de son maintien en conformité. Tous les frais afférents aux véhicules, y compris leur assurance sont à la charge du titulaire. Tous les produits de consommation, d'entretien et fournitures sont également à la charge et aux frais du prestataire.

En cas de surcharge exceptionnelle ou en cas de défaillance d'un véhicule, le titulaire devra mettre en place un véhicule complémentaire ou un véhicule de remplacement pour lui permettre de terminer les prestations dans les délais impartis.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de refuser tout matériel, véhicule ou engin qui lui paraîtrait en état défectueux et d'exiger son remplacement sans délai.

L'Entrepreneur est pleinement responsable des accidents occasionnés par son matériel.

## **ARTICLE 5 - PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX**

Les matériaux et autres produits qui seront mis en œuvre pour la réalisation des prestations objet d'un bon de commande seront fournis par le titulaire.

D'une manière générale, la qualité des matériaux employés et leurs conditions d'utilisation seront conformes aux spécifications des CCAG et CCTG applicables aux marchés publics de travaux, aux réglementations et aux normes françaises homologuées et édictées par l'AFNOR qui seront en vigueur le jour de la signature du marché.

Le titulaire est réputé connaître ces documents, fascicules et normes.

En cas d'absence de normes, d'annulation de celles-ci ou de dérogations justifiées, notamment par des progrès techniques, le titulaire proposera à l'agrément du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre ses propres catalogues et à défaut ceux des fournisseurs.

L'ensemble des matériaux et produits sera soumis à l'agrément du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

Le titulaire présentera une liste nominative de ses principaux fournisseurs. Tous les matériaux et produits employés pour l'exécution des travaux d'une même spécification proviendront d'usine, de fabricants identiques. Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre se réservera le droit de refuser tous fournisseurs qui sembleraient ne pas présenter les garanties suffisantes.

Restant en tout état de cause responsable vis-à-vis du maître d'ouvrage, il appartiendra au titulaire de s'assurer auprès de ces fournisseurs que les produits satisfont aux prescriptions ainsi définies.

Dans le cas de fournitures non conformes, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre en refusera l'emploi. Le titulaire devra prendre à sa charge le remplacement des matériaux défectueux.

Dans le cas d'une mise en œuvre de fournitures non conformes, le maître d'œuvre se réservera le droit d'imposer au titulaire la réfection de tout ou partie des ouvrages incriminés. Le titulaire supportera seul les frais occasionnés par le non-respect des obligations susvisées.

## **ARTICLE 6 – PROJET D'EXECUTION DES OUVRAGES**

### **6.1 – Reconnaissance préalable du site**

L'entrepreneur est tenu d'avoir examiné les lieux et de s'être assuré par lui-même des conditions existantes dans lesquelles il devra travailler (nature et de l'emplacement des travaux, du caractère de l'équipement et des installations nécessaires avant et pendant l'exécution des travaux, des conditions générales et locales et de tous autres éléments pouvant d'une manière quelconque affecter les travaux).

À ce sujet, aucune tolérance ne sera admise ultérieurement pour toute erreur ou négligence de la part de l'entrepreneur

## **6.2 – Opérations topographiques**

### **6.2.1. Planimétrie et nivellement**

Les cotes indiquées sur les plans contractuels sont rattachées au Nivellement Général de France (N.G.F.) auquel seront rattachés tous les nivellements nécessaires à l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation des prestations. Les référentiels applicables sont suivants :

- en planimétrie: au Système LAMBERT I ou CC49
- en altimétrie: au réseau IGN 1969 ( ou Altitudes Normales).

### **6.2.2. Operations topographiques**

Le cas échéant, tous les repérages et les levés nécessaires à l'exécution des travaux sont à la charge du titulaire et inclus dans le prix de l'offre.

Les travaux d'implantation et de repérage des lieux devront être réalisés dès réception du bon de commande, et plus spécifiquement en début de la période de préparation si cette dernière est prévue par le dit bon de commande, dans le but d'anticiper tous travaux préalables qui serait nécessaires.

Les opérations de piquetage et de reconnaissance seront effectuées par le titulaire à ses frais, contrairement avec le maître d'oeuvre, ce piquetage pourra être scindé en plusieurs opérations distinctes, échelonnées dans le temps en fonction du programme d'exécution des travaux.

### **6.2.3 Piquetage contradictoire et implantations (article 5.1 du fascicule 2 du CCTG et article 27 du CCAG)**

Les travaux seront implantés grâce aux tracés en plan, profils en long et profils en travers et tout autre document définissant le projet, qui seront transmis en annexe ou en complément du bon de commande.

Lorsqu'il est nécessaire, un piquetage contradictoire des travaux à exécuter devra être réalisé in-situ. Il sera réalisé en présence du maître d'oeuvre (ou du représentant du maître d'ouvrage) et du titulaire. Il est exécuté au moyen de repères fixés solidement dans le sol et rattachés en plan à des points fixés qui permettront de les remettre en place facilement le cas échéant et porte sur l'ensemble des éléments caractéristiques du projet et nécessaires à sa bonne implantation.

Pour les piquetages nécessaires aux travaux, le titulaire est seul responsable de la bonne conservation de tous les piquets et bornes nécessaires à l'implantation des ouvrages. Le piquetage complémentaire (profils intermédiaires, reports) sera effectué par l'entrepreneur et à ses frais.

Ces piquets doivent être maintenus en place ou reportés en dehors des emprises du chantier et permettre à tout instant les vérifications, au titre du contrôle extérieur, des dispositions d'implantation ou géométrique des ouvrages en cours d'exécution.

L'entrepreneur est responsable de l'entretien de tous les repères et bornes. En outre les décisions suivantes sont applicables concernant les repères et bornes en cas de destruction et quel que soit l'auteur de cette destruction :

- les bornes et les repères fixes détruits sont immédiatement rétablis sur demande et aux frais de l'entrepreneur, par une personne agréée par le maître d'œuvre,
- la redéfinition des éléments d'implantation des repères de l'axe par rapport à la nouvelle borne est effectuée par le maître d'œuvre aux frais de l'entrepreneur. Ces opérations sont constatées par un procès verbal établi contradictoirement par le maître d'œuvre.
- L'entrepreneur est responsable de toutes fausses manœuvres et de toutes augmentations des dépenses qui résulteraient du dérangement et de la destruction des piquets matérialisant le projet ou les repères fixes.

### **6.3 DT-DICT – Piquetage général et spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

#### **6.3.1 – Généralités**

Avant commencement de tous travaux de terrassement, l'entrepreneur consultera les différents concessionnaires afin de connaître tous les renseignements concernant les réseaux souterrains ou enterrés intéressés par le chantier. A cet effet, il devra prendre les mesures définies au Décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution (Modifié par décret n°2012-970 du 20 août 2012 – art. 2).

Le titulaire devra respecter les dispositions de la norme NF S70-003-2 de décembre 2019 relative aux travaux à proximité des réseaux et celle du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux – Fascicule 2 – guide technique version 3 de septembre 2018.

Le cas échéant, l'ensemble des terrassements manuels ou mécanique, pour rechercher des réseaux concessionnaires sont à la charge du titulaire.

L'entrepreneur sera tenu d'informer le maître d'œuvre des demandes de renseignements qu'il adressera aux services concessionnaires chargés de ces ouvrages.

Il est à noter que la DiRIF n'étant pas intégrée au guichet unique, le titulaire devra transmettre sa DT/DICT au service Documentation de la DiRIF, à Créteil.

En application de ces dispositions, le titulaire devra :

- consulter, avant l'exécution des travaux, le téléservice du guichet unique en indiquant l'emprise des travaux envisagés par chacune des communes concernées, préalablement à tout travaux et faire une DT/DICT auprès de chaque exploitant indiqué par le guichet unique, en utilisant le formulaire réglementaire conjoint DT-DICT ;
- prendre en compte l'ensemble des éléments fournis par les exploitants de

- réseaux ;
- réaliser les Investigations Complémentaires ;
- prendre en compte l'ensemble des réponses faites par les exploitants aux DT/DICT pour la préparation du chantier. Le titulaire ne doit pas commencer les travaux avant de s'être fait communiquer les récépissés de DICT de tous les exploitants de réseaux sensibles ;
- réaliser le marquage des réseaux selon les prescriptions de la norme ;
- maintenir en bon état le marquage ou piquetage dans l'ensemble de l'emprise où il intervient ;
- s'assurer que ses employés chargés d'encadrer ou d'exécuter les travaux disposent des compétences nécessaires et des autorisations d'intervention à proximité des réseaux lorsque celles-ci sont obligatoires ;
- prendre connaissance des recommandations générales du guide technique relatif à l'encadrement des techniques de travaux et des recommandations spécifiques indiquées dans les récépissés de DICT et appliquer strictement les prescriptions fixées par ce guide ;
- informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux de la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité, des mesures de prévention et de protection qui doivent être mise en oeuvre lors des travaux ;
- surseoir aux travaux en cas de découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou de constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT ;
- signaler à l'exploitant et au maître d'ouvrage, dans les plus brefs délais, tout endommagement même superficiel d'un réseau, tout déplacement supérieur à 10 cm d'un réseau flexible, ou toute autre anomalie en établissant un constat contradictoire,
- conserver sur le chantier les récépissés de DICT.

## **6.4. Documents d'exécution établis par le titulaire**

### **6.4.1. Contenu des études d'exécution**

Selon la nature et l'étendue des prestations à réaliser. L'entreprise devra réaliser des études d'exécution. La réalisation ou la dispense des études d'exécution sera à spécifier sur le bon de commande.

À partir du bon de commande, des documents associés au bon de commande et des compléments apportés par le maître d'œuvre le cas échéant, le titulaire établit, conformément au CCAG, les documents d'exécution :

- en réalisant ses propres études d'exécution à partir des documents du maître d'oeuvre,
- en intégrant les résultats des levés topographiques terrestres à exécuter pour les besoins de la prestation,
- en établissant les documents complémentaires nécessaires à leur compréhension ainsi que les avant-métrés et les détails estimatifs prévisionnels des ouvrages.

Le titulaire établit les documents d'exécution en réalisant ses propres études à partir du bon de commande et des documents qui le complètent. Le cas échéant, la justification du dimensionnement des structures (épaisseur des bétons, ferrailage,

fondation, épaisseur et nature de l'assise. etc.) sera à la charge de l'entrepreneur et pourra être effectuée par l'organisme ou le bureau d'études de son choix mais qui devra être agréé préalablement par le Maître d'Œuvre.

Lorsque le bon de commande prévoit une période de préparation, nécessaires à la conduite des dites études d'exécution, l'entrepreneur devra fournir les études, dessins et calculs dans un délai permettant au Maître d'Œuvre d'effectuer les vérifications. Ce délai sera d'au moins 3 semaines avant la date de début des prestations.

Les projets d'exécution comprennent, selon la nature des prestations objet du bon de commande, tout ou partie des éléments suivants :

- Les plans d'ouvrages définissant les caractéristiques de l'ouvrage conformes à la commande ;
- Dossier de plans (implantations, vue en plan, coupes longitudinales, élévations, coupes transversales , etc.) conformes à la commande
- Les plans de coffrage des ouvrages en béton ;
- Les notes de calcul justificatives ;
- Les plans de ferrailage ;
- les provenances des matériaux, matériels et produits, (fiches techniques produits, certificats de conformité, etc...)
- Ainsi qu'une notice explicative complète décrivant le phasage du chantier de l'ouvrage et la mise en œuvre proposée pour les différentes phases (chronologie, sujétions, solutions, matériaux d'assise fondations, mise en œuvre des différents éléments de l'ouvrage, modes de compactages le cas échéant, drainages interne, finitions, etc.). En cas de phasage, les dossiers de plans sont décomposés en suivant le phasage ou l'inter-phasage rendu nécessaire

Les plans et documents graphiques seront établis au format Autocad 2014.

#### 6.4.2 – Cas particulier des ouvrages faisant appel à des calculs :

Au cas où l'entrepreneur ferait établir, par des moyens de calcul automatique, tout ou partie des calculs qui lui incombent, il joindra une notice indiquant de façon complète les hypothèses de base des calculs, leurs processus, les formules employées, les notations ainsi que les commentaires et conclusions de ces calculs ;

Les « sorties » de tout programme de calcul utilisé devront être suffisamment nombreuses et comporter, outre les données particulières du calcul, assez de résultats intermédiaires pour que les options tant techniques que logiques soient mises en évidence et que les fractions de calcul, comprises entre deux options consécutives, puissent être isolées en vue d'une éventuelle vérification. Sur la demande du Maître d'Œuvre, l'entrepreneur lui fournira tout autre résultat intermédiaire du calcul ou commentaire qu'il estimerait utile : au cas où la note de calcul automatique serait très volumineuse, l'entrepreneur fournira un extrait faisant paraître les résultats déterminants du dimensionnement proposé ;

Le Maître d'Œuvre pourra faire compléter manuellement toutes note de calcul automatique incomplète ;

Sur toute demande du Maître d'Œuvre, l'entrepreneur devra lui fournir de nouvelles notes de calcul obtenues par le même programme, à partir d'autres données particulières fixées par le Maître d'Œuvre.

## Méthodes de calcul pour les pièces en béton armé

Les règles particulières pour la justification des pièces en béton armé sont les suivantes :

- fissuration : en application de l'article A.4.4.5.3. sections I et II du fascicule 62 du C.P.C. (état limite d'ouverture des fissures), des règles B.A.E.L., il est précisé que la fissuration sera considérée comme préjudiciable ;
- fatigue : il ne sera pas prévu de vérifications supplémentaires à l'état limite de fatigue (B.A.E.L. - article 1-2).

## Charges d'exploitation à considérer

L'Entrepreneur devra se conformer aux prescriptions des textes du C.C.T.G et aux textes suivants :

- Titre II du fascicule 61 du C.P.C. Programme de charge et épreuves des ponts-routes (arrêt, et circulaire 71-155 du 29 Décembre 1971), y compris l'instruction du Directeur des Routes sur les mesures transitoires à observer pour l'application du nouveau titre II du fascicule 61 (circulaire 71-156 du 30 Décembre 1971) modifiés par arrêt, du 08 Décembre 1980 et circulaire n° 80-70 du 23 Mai 1980 ;
- Circulaire 79-25 du 13 Mars 1979 portant instruction sur les « Directives communes relatives au calcul des constructions ».

*Nota : Les ouvrages sont classés en 1ère classe.*

Le cas échéant, le maître d'œuvre précisera les données d'entrée complémentaires à l'établissement des calculs.

## ARTICLE 7 : GESTION ET ASSURANCE DE LA QUALITE

### 7.1 - Disposition générales

Le Schéma Organisationnel pour l'Assurance de la Qualité (SOPAQ) remis par l'entrepreneur à l'appui de son offre est constitutif des engagements de ce dernier quant à :

- L'organisation et l'animation au sein de la structure pour assurer la qualité des chantiers: les acteurs et leurs rôles, les délais estimatifs d'intervention, le champ d'action, les méthodes et normes à respecter, la qualité des livrables.
- Le management: les méthodes de conduite du projet, l'organisation générale, les mesures d'avancement et de suivi du projet, les méthodes de communications avec les cotraitants et sous-traitants, la qualité, la maîtrise des coûts.
- Les mesures d'hygiène et de Sécurité
- Le processus de réalisation: les outils, normes et méthodes nécessaires à la bonne conduite du projet, les modalités de livraison, les garanties, les procédures de vérification du produit.



## **7.2. Dispositions spécifiques pour les commandes supérieures à 50 000 € HT**

### **7.2.1 Elaboration d'un PAQ**

Dans le cadre des bons de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et faisant l'objet d'une période de préparation, l'entrepreneur sera tenu d'établir, en complément du SOPAQ, un Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), qui sera soumis à l'agrément du maître d'œuvre. Ce document sera transmis dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du bon de commande.

Ce PAQ sera de degré 3, au sens du guide de mise en œuvre des PAQ du SETRA et de l'article 7.5 du fascicule 68 du CCTG.

Le PAQ est constitué, a minima, de :

- une note d'organisation générale (NOG) présentant les éléments communs à l'ensemble du chantier,
- un ou plusieurs documents particuliers à une procédure d'exécution, désignés en abrégé par « procédures d'exécution »
- des documents que l'entrepreneur doit soumettre au maître d'œuvre et aux contrôles qu'il doit exécuter qui sont identifiés dans les différents CCTP spécifiques à chaque lot.

### **7.2.2 Journal de chantier**

Un journal de chantier sera obligatoirement tenu sur le chantier par un représentant de l'entrepreneur pour les bons de commande supérieurs à 50 000 € HT. Un journal de chantier peut être ouvert à l'initiative de l'entrepreneur pour les bons de commande d'un montant inférieur au montant pré-cité.

Dans ce journal, sont consignés chaque jour :

- les travaux et opérations réalisés,
- les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement du marché, telles que notification d'ordres de services, visa et approbation des plans d'exécution, etc.,
- les conditions atmosphériques constatées (vent, températures, précipitations, etc.),
- les incidents ou détails présentant quelque intérêt du point de vue de la tenue ultérieure des ouvrages, du calcul des prix de revient et de la durée réelle des travaux,
- les observations faites et les prescriptions imposées à l'entrepreneur sur le plan technique,
- les résultats des différents essais et contrôles in situ ou en laboratoire,
- les observations ou prescriptions du maître d'œuvre concernant notamment la sécurité,
- à l'initiative de l'entrepreneur, tous les éléments qu'il souhaiterait voir consignés sur ce document.

A ce journal, sera annexé, chaque jour, un compte rendu détaillé établi par un représentant de l'entrepreneur spécialement désigné pour chacun des ateliers, sur lequel seront indiqués par poste de travail :

- les horaires de travail, l'effectif et la qualification du personnel, le matériel présent sur le chantier et son temps de marche, la durée et la cause des arrêts de chantier, l'évaluation des travaux effectués chaque jour,
- les incidents de chantier et les travaux dont la rémunération n'est, selon l'entreprise, pas prévue dans le bordereau des prix,
- tout incident concernant la sécurité ou tout accident matériel ou corporel.

A ce journal, pourront être annexés, chaque jour, tous documents venant en complément des informations consignées dans le journal (photographies, résultats d'essais, procès verbaux de constats,...).

Le journal de chantier sera signé chaque jour par le représentant du maître d'œuvre et de l'entrepreneur. Un exemplaire de ce journal doit être remis au maître d'œuvre en fin de chantier.

## **ARTICLE 8 : GESTION ET ASSURANCE DE LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE**

### **8.1. Disposition générales**

Le Schéma d'Organisation et de Suivi des Déchets (SOSED) remis par l'entrepreneur à l'appui de son offre est constitutif des engagements de ce dernier quant à la gestion des déchets de chantier, produits et matériaux à évacuer, et plus particulièrement :

- le tri sur le chantier des différents déchets à évacuer (bennes, stockage) et du lieu de dépôt envisagé en fonction de la typologie du déchet,
- les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux,
- les centres de stockage ou de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le Centre d'Enfouissement Technique.

### **8.2. Dispositions spécifiques pour les commandes supérieures à 50 000 € HT ainsi que pour les commandes effectuées au titre du lot n°5**

Dans le cadre des bons de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et faisant l'objet d'une période de préparation, ainsi que des commandes effectuées au titre du lot n°5 l'entrepreneur sera tenu d'établir, en complément du SOSED – Dispositions générales, un SOSED – Dispositions spécifiques, qui sera soumis à l'agrément du maître d'œuvre. Ce document sera transmis dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du bon de commande afférent

Ce document exposera de manière détaillée et précise :

- les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets à évacuer ;

Conformément à la réglementation en vigueur et plus particulièrement à celle relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'Entreprise de travaux vérifiera si les sites vers lesquels les déchets sont expédiés sont dûment autorisés à les réceptionner et à les traiter. Pour ce faire, avant toute expédition de déchets, l'Entreprise-candidate à notre appel d'offre (consultation) demandera aux prestataires spécialistes du traitement des déchets, leurs arrêtés préfectoraux concernant leurs sites, ou à défaut ceux des sites vers lesquels ils comptent acheminer les déchets, que ce soit par leurs propres moyens, ou en ayant recours à des moyens de collecte d'une société extérieure. Dans le cas des déchets soumis à une responsabilité élargie du producteur et plus particulièrement pour les déchets dangereux comme les DEEE, l'Entreprise de travaux demandera en plus, au prestataire sélectionné, le contrat qu'il a établi avec l'éco-organisme concerné. L'ensemble des documents sera transmis à la Maîtrise d'œuvre et/ou au maître d'ouvrage. »

De plus l'Entreprise de travaux communiquera au maître d'ouvrage les certificats des qualifications « Qualité » du gestionnaire de déchets, tels que ISO 14001, Qualirecycle BTP (porté par le Syndicat des Recycleurs du BTP), Qualival (porté par Federec) ou tout autre référentiel équivalent.

- les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les déchets ;
- les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant l'exécution des prestations.
- le candidat justifiera les volumes des matériaux dont il assurera le recyclage.

Pour mémoire, la Loi relative à la Transition énergétique pour la croissance verte fixe des objectifs pour la réduction des émissions des gaz à effet de serre et de la baisse de la consommation d'énergie : la loi fixe un objectif de valorisation de 70% des déchets des travaux publics en 2020.

Le candidat fournira donc un tableau justifiant les matériaux pris en charge pour leur recyclage, exprimés en volume (m3) sur la base des quantités du bon de commande (démolition, dépose de bordures, terrassement (déblais pour encoffrement et tranchées), fraisage et décroulage d'enrobés) en justifiant de la proportion prise en compte et par quelle filière de traitement (interne ou externalisée)

Les quantités de déchets seront déterminées par les bons de pesée. Ce bon, certifié conforme par le responsable de la décharge ou du centre, comportera au moins les indications suivantes :

- nom et adresse de la décharge ou du centre,
- jour et heure de la pesée,
- numéro d'immatriculation du véhicule,
- société propriétaire du véhicule,
- origine des produits pesés,
- référence du chantier (numéro de l'ordre de service),
- poids d'entrée et de sortie du véhicule,
- nature des travaux (chambre de dépollution, bouches avaloirs, etc.).

Les bons de décharges et un exemplaire des documents de suivi des déchets seront remis au RPA ou son représentant et annexés aux constats.

## **ARTICLE 9 : DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES**

## **9.1 – Dossier de récolement des ouvrages exécutés**

L'entrepreneur est tenu de remettre au maître d'œuvre ou au maître d'ouvrage, conformément à l'article 40 du CCAG, un dossier de récolement des ouvrages exécutés.

Un dossier de récolement est établi à l'issue des prestations objet de chaque bon de commande. **Le contenu du dossier est circonstancié à l'ampleur et à la nature des travaux.** Il peut être composé de tout ou partie des pièces suivantes :

- plans d'exécution conformes à la réalisation,
- fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre,
- spécifications de pose,
- notices de fonctionnement,
- prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre,
- conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, constats d'évacuation des déchets

Le caractère complet du dossier de récolement est apprécié par le Maître d'Ouvrage qui en valide le contenu. Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de solliciter tout complément qu'il jugerait utile au dossier de recollement tant que le contenu de ce dernier n'a pas été validé.

Ces documents sont communiqués au plus tard dans un délai de 30 jours après l'achèvement des prestations objet d'un bon de commande, et obligatoirement avant la facturation des prestations objet du bon de commande concerné.

Lorsqu'il comprend des plans, ces derniers sont établis à la même échelle que ceux visés à l'article 23 du CCAG. Ils seront effectués par levés topographiques réguliers après travaux.

Ces plans comporteront tous les éléments planimétriques et altimétriques nécessaires pour assurer une description géométrique complète des ouvrages exécutés ainsi que les fiches techniques des produits utilisés.

Il est rappelé à l'entrepreneur que la non diffusion de ces documents est de nature à faire différer par le maître d'œuvre le paiement des sommes figurant au dernier décompte provisoire établi un mois après la réception des travaux, conformément aux prescriptions de l'article 50 du CCAG.

## **9.2. – Entretien pendant les délais de garantie**

Jusqu'à réception des prestations objet d'une bon de commande et pendant tout le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu de prendre, dans la conduite du chantier, les dispositions nécessaires et de mettre en œuvre et d'entretenir les moyens provisoires ou définitifs nécessaires pour protéger les ouvrages ou partie d'ouvrage exécutées.